

POUR la défaite du pouvoir gaulliste

POUR la garantie des victoires
remportées par les travailleurs

POUR l'avènement d'un gouvernement
populaire et d'union démocratique
à participation communiste

VOTEZ

COMMUNISTE

Le peuple français va voter. Il va juger, et d'abord juger dix années de pouvoir gaulliste. Comment son verdict pourrait-il être favorable ?

L'immense mouvement de protestation qui a soulevé la France ces semaines dernières a réduit à néant les prétentions d'une propagande qui répétait à longueur de discours présidentiels ou ministériels que tout allait pour le mieux, que tout le monde était satisfait de son sort et que la « stabilité », enfin garantissait la permanence d'une bonne politique décidée d'en haut.

En quelques jours, cette « stabilité » de façade s'est écroulée. L'Etat gaulliste a vu se dresser contre lui toutes les forces vives de la nation. En fait de stabilité, c'est le désordre qu'ont apporté dix années de pouvoir absolu du gaullisme.

UNE POLITIQUE DE RÉGRESSION SOCIALE...

Tout au long des dix années qui nous séparent du coup d'état factieux qui porta de Gaulle au pouvoir, les masses laborieuses ont eu à lutter contre une tenace volonté du pouvoir et du grand patronat de réduire sans cesse leur niveau de vie au profit des bénéficiaires capitalistes et des dépenses militaires. Seules les actions multiples de la classe ouvrière lui ont permis de résister pied-à-pied à cette offensive constante et d'en réduire, dans une certaine mesure, les effets néfastes.

Parmi les toutes dernières décisions prises, en 1958, par le gouvernement gaulliste, figuraient celles qui réduisaient les bienfaits de la Sécurité sociale. Une ligne constante rejoint ainsi le passé du régime à son présent. **Les ordonnances de 1967, cautionnées par tous les partis réactionnaires, n'ont fait que confirmer cette permanence de l'anti-social.**

RESPONSABLE DU CHOMAGE...

Pendant que la production nationale croissait de plus de 60 % et que la productivité du travail augmentait de près de 50 % en dix ans, c'est-à-dire pendant que se développaient les richesses de la nation et qu'empiraient les conditions de travail des masses laborieuses, nous avons assisté, au fil des années, à la montée des difficultés pour les travailleurs.

Un million de personnes connaissent le chômage partiel ; le nombre des chômeurs complets atteint 500.000. Des secteurs entiers de l'économie nationale, des régions entières du pays sont frappés par un marasme grandissant. **La monopolisation de l'économie a atteint un degré inégalé : une dizaine de groupes industriels et financiers privés dominent tous les secteurs vitaux de la production.** Nombre de petites et moyennes entreprises ont disparu dans les « fusions » qui sont passées de 1.243 en 1965 à 1.410 en 1966 et qui atteignent actuellement cinq par jour.

DE LA BAISSÉ DU NIVEAU DE VIE...

Les salaires ont été entamés par la montée des prix, par la charge croissante des impôts, par la hausse des loyers. La progression de la masse salariale s'était ralentie par rapport aux années précédentes. La durée du travail pour ceux qui ne sont pas chômeurs restait la plus élevée de tous les pays avancés. Les prix ont monté de 2,8 % pendant le dernier semestre de 1967, et ce mouvement s'est accentué depuis janvier, notamment à la suite de l'extension de la T.V.A. Quant aux loyers, ils ont pratiquement doublé depuis 1959. **La part du logement social n'a cessé de diminuer tandis que l'Etat... favorisait la construction d'habitations de luxe qui restent en partie, invendables.**

Le pouvoir d'achat des prestations familiales a baissé en dix ans de plus de 30 % ; celui des prestations aux personnes âgées était, en 1965, déjà inférieur de 25 % au niveau de 1960.

DES CHARGES FISCALES SANS CESSÉ ACCRUES POUR LES TRAVAILLEURS

Depuis 1958, le nombre des assujettis à l'impôt est passé de 4 à 9 millions. Le rendement de l'impôt sur les personnes physiques aura été multiplié par 3,6 entre 1962 et 1968. Mais l'impôt sur les sociétés ne croîtra que de 1,5.

L'extension de la T.V.A. au commerce et à l'artisanat alourdit les charges supportées par ces couches sociales.

Pour le monde paysan, ces dix dernières années se traduisent par l'insécurité de l'écoulement des produits agricoles, l'éparpillement et le déracinement des familles, l'augmentation considérable des cotisations sociales et la réduction des remboursements en cas de maladie, l'accroissement de la charge fiscale directe, mais aussi indirecte avec l'extension de la T.V.A. à l'agriculture.

Chaque année du pouvoir gaulliste aura été marquée, en moyenne, par la disparition de 50.000 petites exploitations agricoles et l'exode vers la ville de 160.000 ruraux.

Quant au Marché commun qui devait être la « chance de l'agriculture », il ne fait que favoriser des partenaires envahissants et accélérer la disparition des petits et moyens agriculteurs français.

Les dépenses d'intérêt collectif sont rationnées. En matière d'équipements urbains, sanitaires, sociaux, culturels, les carences sont de plus en plus criantes.

...DU MARASME DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Malgré une progression réelle, les ressources consacrées à la recherche scientifique, à l'Éducation nationale, ne correspondent en rien aux besoins croissants, liés à la révolution scientifique et technologique. Le système trouve là sa limite fondamentale : il ne peut couvrir les besoins parce qu'il subit et qu'il sert les exigences du profit capitaliste.

L'écart grandit entre les exigences d'une formation culturelle étendue — permettant de répondre aux besoins de notre temps — et la formation étroitement spécialisée qu'a organisée le régime gaulliste. **Sans oublier le fait que deux tiers des jeunes gens et trois quarts des jeunes filles sont laissés sans formation et voués au chômage sans avoir jamais travaillé.**

Il serait trop long d'énumérer tous les domaines dans lesquels s'est manifestée la nocivité du régime gaulliste. **Le grand élan populaire et revendicatif condamne un pouvoir qui a gouverné pendant dix ans contre les travailleurs manuels et intellectuels, au profit des grands monopoles.**

LES RÉSULTATS IMPORTANTS DE LA LUTTE

L'ampleur du mouvement gréviste de ces dernières semaines, sa discipline et sa puissance ont contraint les privilégiés et leur pouvoir à des reculs très importants. Des revendications pressantes, présentées depuis des années ont été imposées par les travailleurs alors qu'elles avaient été traitées jusque-là par le mépris.

Pendant des années, le gouvernement n'augmentait qu'au compte gouttes un salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) dérisoire. Or, le voici augmenté d'un coup de 35 %, alors que le salaire minimum des ouvriers agricoles s'accroît de 56,2 % ce qui assure d'importantes hausses de salaires aux millions de travailleurs les plus mal payés.

La suppression des zones de salaires, l'engagement pris de réduire progressivement la durée du temps de travail pour aboutir à la semaine de 40 heures, la révision fondamentale des conventions collectives, l'établis-

sement de véritables libertés syndicales et la reconnaissance des droits et de l'activité de la section syndicale dans l'entreprise, tout cela répond à des revendications essentielles.

Dans plusieurs branches d'industrie ou secteurs entiers, les négociations ont permis de concrétiser ces dispositions par des mesures précises dans les principaux domaines et d'assurer de substantielles augmentations de salaire.

LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Ces résultats ont été obtenus par la lutte résolue des travailleurs. Mais ils n'auraient pas été possibles si ceux-ci n'avaient disposé de la force de leur puissante C.G.T. et du soutien actif du Parti Communiste Français.

En se prononçant, seul d'abord, dès les débuts, contre le pouvoir personnel, en expliquant patiemment sa nature, en organisant la lutte contre lui, en unissant les forces qui, peu à peu, ont rejoint l'opposition, le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** a joué un rôle essentiel dans la préparation du mouvement actuel. Par son attitude sage et clairvoyante au moment de la crise, il a fait, une fois de plus, la preuve de sa maturité et du poids politique qu'il représente au sein de la nation.

C'est en élisant de nombreux députés communistes ; c'est en donnant au Parti Communiste des millions de suffrages que le peuple pourra consolider ses victoires et s'opposer à ce qu'elles soient remises en cause. Car il est bien évident que le régime des monopoles essaiera de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé de lâcher de l'autre. Par ailleurs, il convient de faire droit aux justes aspirations de toutes les couches laborieuses de la population. La garantie solide et véritable réside donc dans un changement fondamental de la politique du pays, qui ne peut se concevoir en dehors d'une démocratie réelle, impulsée par un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel le Parti Communiste aura la place qui lui revient.

UN GRAND PARTI RESPONSABLE

Les événements récents ont montré avec éclat l'efficacité de l'action du Parti Communiste au service de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population, y compris les étudiants et les enseignants dont le Parti Communiste a défendu avec conséquence et depuis longtemps les intérêts immédiats et à venir. Ces événements ont montré la fermeté, le sang-froid et l'esprit de responsabilité du Parti Communiste.

Les travailleurs ont mené la lutte dans l'unité et la discipline, avec le souci de la sécurité de la population, en écartant toutes les provocations. Ils ont veillé à l'entretien des machines dans les usines et sur les chantiers. Ils se sont affirmés comme les éléments fondamentaux de la discipline populaire consciente et raisonnée.

L'attitude du Parti Communiste a évité de grands malheurs au pays. En dénonçant et en combattant la démagogie, les surenchères et les provocations des groupes pseudo-révolutionnaires se réclamant de l'anarchie, du maoïsme et du trotskysme et soutenus par le P.S.U. — en mettant en garde contre les aventures prônées par ces éléments irresponsables — **le Parti Communiste est apparu comme le Parti révolutionnaire de notre temps dans notre pays.**

SOUS LES PLIS MÊLÉS DU DRAPEAU ROUGE ET DU DRAPEAU TRICOLORE

Ainsi, les travailleurs et la jeunesse ont fait échec aux entreprises qui tentaient de désorienter le grand mouvement populaire et de le conduire à une impasse sanglante ; ces entreprises ont fait néanmoins le jeu du gaullisme en alimentant sa campagne de mensonges, qui vise à semer la crainte chez les millions de Français et de Françaises afin de les rallier au pouvoir actuel.

Le Parti Communiste a agi, sous les plis mêlés du drapeau rouge du socialisme et du drapeau tricolore qui est celui de la grande Révolution Française et de la nation. Son emblème n'est pas le drapeau noir défraîchi du désespoir et de l'anarchie qui nous ramènerait plus de cent années en arrière. Le drapeau tricolore n'est pas le drapeau du grand patronat et de la réaction. Il est celui du peuple français tout entier et en premier lieu de la classe ouvrière dont la cause s'identifie à notre époque avec celle de la nation.

UN PROGRAMME RÉALISTE...

L'objectif immédiat que se propose le Parti communiste français est de remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique au sein duquel les communistes agiront en faveur du progrès, de l'amélioration des conditions de vie, de la défense et de l'extension des libertés, de l'indépendance nationale et de la paix.

...POUR LA DÉMOCRATIE

Le programme sur lequel il appelle les Françaises et les Français à se prononcer est un programme réaliste et conforme aux intérêts fondamentaux du pays et de la démocratie. Il prévoit, entre autres :

- ✕ — Abrogation des dispositions constitutionnelles sur lesquelles repose le régime de pouvoir personnel.
- ✕ — Mise en place d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale, qui gouvernera en appliquant le programme voulu par la majorité du peuple, et dont la stabilité sera fondée sur l'entente des partis démocratiques.
- ✕ — Respect des droits de l'homme et du citoyen, libre activité des partis, et des syndicats, juste représentation du peuple par l'application de la représentation proportionnelle, sauvegarde et extension des libertés communales et départementales, démocratisation de l'appareil d'Etat, statut démocratique des agents de la fonction publique, séparation de l'Eglise et de l'Etat, laïcité de l'enseignement, gestion démocratique de la radio et de la télévision au service d'une information objective, développement culturel et artistique.

...POUR LE PROGRÈS ET L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE

Plan de développement économique et social et nationalisation progressive des secteurs-clés de l'économie nationale contrôlée par le grand capital; politique cohérente des investissements, réforme démocratique de la fiscalité; réduction des dépenses militaires, notamment par la suppression de la « force de frappe » atomique, lutte contre la hausse du coût de la vie et l'inflation.

Cet ensemble de mesures, en assurant la stabilité monétaire, permettrait de dégager les ressources nécessaires aux investissements dans l'industrie, l'agriculture, l'enseignement, la recherche et de développer ainsi les secteurs économiques et sociaux prioritaires de la vie nationale; il répondrait à la nécessité d'aider les régions sous-développées; il rendrait possible l'application du plan économique et social élaboré démocratiquement avec la participation des organisations ouvrières.

- x — Pas de salaires ou traitements inférieurs à 60.000 anciens francs pour 173 heures de travail.
- x — Garantie du pouvoir d'achat des salaires, aussi bien par les conventions collectives que par des dispositions d'ordre général qui empêcheront que l'on reprenne aux travailleurs, par la hausse des prix, ce qu'ils ont conquis de haute lutte.
- x — Création de nouveaux emplois. Retour à la semaine de 40 heures.
- x — Garantie et extension des libertés syndicales.
- x — Suppression des ordonnances sur la Sécurité sociale et amélioration des régimes de celle-ci, des prestations familiales, des moyens de la santé publique.
- x — Construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements H.L.M. à des taux de loyers accessibles.
- x — Allègement de la fiscalité.
- x — Avancement de l'âge de la retraite.
- x — Amélioration des conditions de vie des femmes et des personnes âgées.
- x — Développement d'une agriculture moderne et défense des exploitations familiales, notamment, par la garantie des prix, le soutien de la coopération agricole, le rétablissement et l'amélioration du statut du fermage et du métayage.

...POUR LA JEUNESSE

- Réforme scolaire et universitaire s'inspirant du plan Langevin-Wallon et comportant notamment les dispositions suivantes :
- Attribution du quart du budget de l'Etat à l'Education nationale.
- Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.
- Démocratisation de l'accès à l'enseignement.
- Construction en nombre suffisant d'établissements modernes, pour tous les ordres d'enseignement ;

6

- Formation de maîtres nombreux et qualifiés ;
- Crédits importants pour la recherche scientifique ;
- Formation professionnelle de tous les jeunes ;
- Droit de vote à 18 ans ;
- Réduction du temps du service militaire ;
- Clubs, maisons de jeunes, foyers, installations sportives, etc...

...POUR LA PAIX

Sur le plan de la politique extérieure, le programme du Parti communiste français se fonde sur la recherche de la paix et la coexistence pacifique entre toutes les nations.

Il préconise :

- x — Retrait du Pacte Atlantique et action de la France pour la suppression des blocs militaires.
- x — Renonciation aux armes atomiques, participation aux discussions sur le désarmement, en vue de contribuer utilement à la construction d'un monde sans guerre.
- x — Opposition au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, reconnaissance de la République Démocratique Allemande au même titre que la République Fédérale.
- x — Etablissement d'un traité de sécurité collective européenne.
- x — Initiatives françaises pour que les armées américaines cessent leur agression au Vietnam et quittent ce pays qui a le droit de vivre libre et indépendant.

POUR L'UNION DES PARTIS DE GAUCHE SUR UN PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT AU CONTENU SOCIAL AVANCÉ

Le Parti communiste français a poursuivi et poursuivra ses efforts pour parvenir à l'établissement d'un programme de gouvernement commun aux partis de gauche.

La déclaration commune P.C.F.-F.G.D.S. du 24 février 1968 complétée par le plan d'urgence économique et social établi le 1er juin 1968, en dépit des progrès réalisés, ne constitue pas encore le programme commun de gouvernement. S'il n'a pu être élaboré, ce n'est pas de la faute du Parti communiste combattant inlassablement la cause de l'Union des forces ouvrières, démocratiques et nationales.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste, mais cela ne veut pas dire que la lutte est circonscrite seulement entre le gaullisme et le communisme.

Le choix est entre la dictature gaulliste et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul, le pouvoir, comme certains dirigeants de la F.G.D.S. ont tendance à le faire, ce qui est irréaliste, car on ne peut pas exercer le pouvoir avec à peine 20 % des suffrages.

Les communistes sont pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et auquel ils apporteront une collaboration fructueuse.

VOTEZ COMMUNISTE !

Contre les désordres engendrés par le pouvoir autoritaire du grand capital.

Votez pour le programme de démocratie véritable, réaliste et novateur du Parti communiste français.

Voter communiste, c'est voter pour l'unité de la classe ouvrière, l'union de tous les républicains. C'est voter pour un programme de gouvernement commun aux partis de gauche.

Voter communiste, c'est ouvrir la voie au renouveau démocratique voulu par les dix millions de grévistes et la population qui les a entourés de sa sympathie ; c'est avancer sur le chemin du socialisme qui permettra de réaliser les rêves les plus généreux de notre peuple.

Voter communiste, c'est assurer la garantie des victoires obtenues par les travailleurs. C'est empêcher les capitalistes et l'Etat patron de reprendre ce qu'ils ont été obligés de céder. C'est le meilleur moyen de battre le pouvoir gaulliste et d'aller vers un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel les communistes, défenseurs résolus, intransigeants et sages des intérêts de la classe ouvrière et de la nation tout entière, auront leur place légitime.

**VOTER COMMUNISTE,
C'EST VOTER POUR LE RASSEMBLEMENT
DE TOUTES LES FORCES OUVRIÈRES ET NATIONALES**

**Adhères au
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Adressez votre adhésion à
44, rue Le Peletier - PARIS-9**

**Versez à la souscription nationale,
aux collecteurs, au C.C.P. G. GOSNAT.
PARIS 6365-71.**

Pour être bien informé lisez chaque jour

l'Humanité
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS